

LE GALILEE

de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS

Trois mois 3 fr. 50
Six mois 6 fr. 50
Un an 12 fr. 50

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

REDACTION ET ADMINISTRATION

ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desarmont, 12. TOURCOING

Adressez les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES

A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Desarmont.
A LILLE, 28, Rue de Fives.

BULLETIN DU JOUR

La réaction militaire

La Chambre a eu, mercredi, un éclair de bon sens. En dépit des efforts de sa commission spéciale, en dépit même du gouvernement qui a été battu à plates coutures, elle n'a pas voulu prononcer l'urgence sur le projet de loi du HAUT COMMANDEMENT. Il convient de l'en féliciter sans réserve.

La proposition qu'on voudrait lui faire adopter est détestable au point de vue politique et, plus encore, au point de vue militaire, car elle tend à placer à la tête des armées de la République des chefs qui l'âge aura marqués de sa terrible griffe des hommes, usés sous tous les rapports, aussi incapables de se tenir en selle que de conserver une pensée lucide.

C'est le contraire qui s'impose. Loin de vieillir le haut commandement, il faut le rajeunir à tout prix.

Un chef de guerre a besoin de toute sa vigueur physique, en même temps que de toute la lucidité de son intelligence. Il doit donc être jeune.

Les exemples abondent, qui prouvent que la victoire sourit à la jeunesse. Combats commandés en chef à vingt-deux ans, Turin en trente-deux ans, Nelson avait quarante ans à Aboulir, quarante-sept ans à Trafalgar. Les généraux de la Révolution, Hoche, Moreau, Jourdan, Joubert, Bonaparte, dont le plus vieux avait trente-trois ans, triomphèrent partout des généraux sexagénaires de l'Autriche et de la Prusse.

Le maréchal Marbot, dans ses Mémoires explique ainsi les désastres de l'armée prussienne en 1806 : « La jeunesse n'avait plus lieu que par accident, la très grande majorité des officiers présents, vieux, cassés, se trouvaient hors d'état de supporter les fatigues de la guerre... »

La Prusse s'en rendit compte et elle y mit bon ordre. Ses cent quarante-cinq régiments généraux, qui comptaient en 1812 que huit en activité, ont seuls exercés pendant la guerre un commandement durant la guerre de revanche.

Nous aurons dû suivre cet exemple en 1870. Nous avons préféré renvoyer l'armée entre les mains de ceux dont la folle incapacité venait de la conduire à la défaite et à la honte.

Et le gouvernement de M. Méline ose nous proposer de perpétuer ce système en l'aggravant !

La Chambre, nous le voulons bien, tiendra à honneur de dégrader sa responsabilité; elle ne voudra pas se faire la complice d'une action aussi directement contraire aux véritables intérêts de l'armée et de la défense nationale.

LE SOCIALISME EN EUROPE

Le parti socialiste, en Europe, grandit à vue d'œil. La conscience prolétarienne s'affranchit de plus en plus, et le moment paraît proche où toute la classe ouvrière et paysanne, tous les producteurs manuels et intellectuels, tous ceux qui, en un mot, jouent un rôle social utile, réunis dans une pensée commune, marchent vers le même idéal, fonderont la grande République, en feront une institution conforme aux légitimes aspirations de l'humanité, et non pas comme la République de nos jours, un instrument de domination et d'exploitation des faibles par les forts.

Les élections qui viennent d'avoir lieu en Autriche nous prouvent toute la force de notre idéal. Là-bas, le socialisme naissant, à peine si quelques militants avaient jeté là et là quelques semences, on avait, dans plusieurs cas, engagé la lutte contre l'oppression capitaliste. Mais cette lutte n'avait pas revêtu le caractère nettement socialiste. On marchait au point de vue économique avec les antisémites, mais jamais le parti n'avait déployé complètement son drapeau.

La moisson socialiste ne s'est pas faite longtemps attendre.

Aujourd'hui, c'est avec le programme intégral du socialisme que nos amis se sont jetés dans la mêlée électorale. On connaît les résultats: Avignon les candidats socialistes ont groupé plus de 80.000 voix contre 120.000 obtenus par tous les autres partis coalisés.

Seize représentants socialistes vont entrer au Reichsrath.

Qui donc pourrait nier aujourd'hui l'importance du mouvement socialiste en Europe ?

Qui donc, aujourd'hui, aurait la prétention d'arrêter cette grande explosion de la pensée humaine affranchie vers son idéal de Solidarité et de Justice ?

Il faudrait être fou, ou bien encore ignorer toute l'évolution qui s'est produite depuis un siècle.

Qui, le socialisme est aujourd'hui capable, avec ses propres forces, de s'emparer et de diriger une grande partie des Etats Européens.

Le peuple qui travaille et qui pense a maintenant une armée disciplinée de plus de 4.000.000 d'hommes conscients de leurs droits et de leurs devoirs; quatre millions qui se lèveront et feront savoir aux dirigeants actuels que l'humanité n'a pas souffert et qu'elle veut, qu'elle exige, pour tous les humains, une part de la vie, une part du bonheur que tout le monde a créé.

Qu'on ne vienne plus nous dire que nous sommes des rêveurs, des utopistes; que nous prenons nos desirs pour des réalités. Ce sont les faits qui aujourd'hui parlent; ce sont les chiffres qui résonnent aux sceptiques et aux ignorants.

Voici, depuis les élections de 1893, quels ont été les résultats obtenus par le parti socialiste aux différents scrutins législatifs.

LA PROPAGANDE CLERICALE DANS L'ARMEE

L'interpellation Mayer. — Toujours la même méthode.

Notre article sur la propagande cléricale au 27^e d'artillerie, en garnison à Douai a produit dans toute la presse républicaine de France une juste indignation.

Si le député modéré Hémond, dans un discours prononcé dans les communes, s'est élevé contre le clergisme dans les affaires publiques, il faut reconnaître un déchet à la tribune sur les honneurs manifestations des francs dans l'armée.

M. Hémond, mis en demeure par notre révélation, a promis à grand fracas de mener une vigoureuse enquête il doit prendre de nombreux renseignements; car aucune demande d'interpellation n'est encore déposée sur le bureau de la Chambre.

Nous l'avons rencontré hier à Douai et nous avons la naïveté de croire qu'il se trouvant loin du Parlement pour s'entretenir d'une forte documentation; renseignements pris il a filé de suite sur Paris ne pouvant se passer les grandes luttes électorales. Toujours sans avoir vu le général commandant le corps d'armée, l'interpellation n'a pu être déposée.

M. Hémond a encore été pris contre le colonel Froment.

Si c'est un simple canonier, il y a longtemps qu'il a cessé de pouvoir méditer sur sa prose.

Les faits sont probants, indiscutables. Mettez votre éloquence au service de la République anticlericale, c'est votre nom M. Hémond qui s'élèvera dans toutes les communes de France.

Nous aurons encore un peu de patience.

ARTON ET LE PANAMA

La maladie d'Arton — Au Palais. — Déclaration de M. de Lesseps. — Une interpellation.

La nouvelle de la maladie d'Arton a provoqué une certaine émotion. Il paraît qu'il est assez gravement malade. Il aurait eu, au cours des interrogatoires de ces derniers jours, plusieurs crises, qui ont été provoquées par une hémorragie cérébrale, et ce sera même trouvé mal dans le cabinet de M. Le Poittevin.

M. Le Poittevin aurait chargé M. Cocheret de veiller tout particulièrement sur l'état de santé de l'incriminé. Si Arton se trouvait de nouveau souffrant, il faudrait le transporter à l'Hôtel-Dieu, dans la salle Saint-Côme, où il serait gardé par deux agents de la Sûreté et soigné par un docteur de son choix, en dehors du médecin spécialiste.

Le bruit court avec persistance au Palais-de-Justice que si les Interrogatoires d'Arton donnent lieu à des demandes d'autorisation de poursuites, ces demandes ne pourront pas être déposées avant lundi sur le bureau de la Chambre.

M. Le Poittevin a déposé un mandat d'arrêt contre M. Saint-Martin, ex-député de Valenciennes, qui est compromis dans l'affaire Arton, ainsi que nous l'avons annoncé hier.

Une dépêche d'Avignon annonce que M. Saint-Martin a été arrêté ce matin.

C'est après avoir entendu M. Glavis Illegues dans l'après-midi d'hier, que M. Le Poittevin a fait appeler M. Cocheret, chef de la Sûreté et lui a chargé d'une mission immédiate. Ce n'est point, comme on a dit pour le bruit de veiller au transfert d'Arton à l'Hôtel-Dieu, mais bien pour appréhender M. Saint-Martin.

M. Cocheret, depuis, a été les reporters, a sauté dans le train de Marseille et ce matin à six heures du matin, il opérera à Paris.

M. Victor Simond, directeur du Radical a été entendu dans l'après-midi comme témoin. Arton avait été conduit au cabinet du juge d'instruction Il n'y avait pas d'autres convocations de témoins.

Le *Matin* publie la déclaration suivante que lui aurait faite M. Ferdinand de Lesseps :

— Nous échangeons de fréquentes correspondances avec M. Charles de Lesseps, et j'ai vu, pendant ces dernières semaines, les lettres que nous recevons de lui sont toutes déclassées. On use même de la plus cynique désinvolture; les enveloppes sont tachées déchirées, soutenues que parfois par les feuillets. Les lettres que nous lui adressons sont traitées de même. On ne se soucie pas des conditions, il est assez difficile à M.

CHRONIQUE

LE "CHAT NOIR"

Je serais bien ingrat si je laissais partir le gentilhomme cabaretier Rodolphe de Sallis, sans lui envoyer un dernier adieu. C'est lui qui, le premier, me donna le titre d'oncle qui m'est resté. Je n'ai jamais bien su pour lui ni comment Rodolphe de Sallis entra dans ma famille et se déclara mon oncle à la face de la universe. C'est un fait que si j'avais mesurés au cabaret du boulevard Rochechouart qui deviendrait plus tard être remplacé par le Chat Noir de la rue Victor Massé l'établissement n'était guère encore connu que d'un petit nombre d'artistes, poètes ou peintres, qui y donnaient rendez-vous, comme au théâtre les Bohèmes de Champfleury au café Monart. Quelques gens du monde s'y rendaient par curiosité attirés par le bruit.

C'est un de mes amis qui m'avait dit : « Venez donc avec moi, vous entendrez de jolies choses... »

Il est probable qu'on m'attendait, car Rodolphe de Sallis ne m'eût pas plus tôt aperçu qu'il s'écria : « Voilà notre oncle ! Notre oncle oncle ! Notre oncle oncle ! Notre oncle ! »

J'ai bien réfléchi et j'ai dit d'honneur à la blague, mais quand elle s'exerça à mes dépens si elle est spirituelle et sans mesconnerie je m'amusais follement, et depuis lors le gentilhomme qui s'était improvisé mon oncle ne m'a jamais cessé de m'être agréable. Un jour, pendant une soirée de l'établissement, j'eus l'honneur d'être présenté à un jeune homme qui se nommait Alphonse et qui me dit qu'il avait écrit pour moi un petit livret de musique, qu'il avait écrit, et qui était pour moi une œuvre de jeunesse, et que j'avais écrit, et qui était pour moi une œuvre de jeunesse, et que j'avais écrit, et qui était pour moi une œuvre de jeunesse.

Alors, madame, vous croyez que M. Charles de Lesseps ne parlera pas, et qu'il parlera d'autant moins qu'il n'a plus de pièces à conviction ?

— J'en suis certaine.

Si les demandes en autorisation de poursuites ne sont pas déposées, M. Georges Berry demandera d'interpellation le gouvernement à la séance de lundi.

Une autre opposition au gouvernement a été faite, le député de Paris demandera qu'il soit fixé une date ferme.

INFORMATIONS

INTERIEUR

REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 25 mars.

Les ministres se sont réunis ce matin au ministère de l'Agriculture, sous la présidence de M. Méline.

Le Conseil a examiné les modifications apportées par le Sénat au projet de budget de 1897 voté par la Chambre.

M. Hanotaux a mis ses collègues au courant de la situation en Orient.

Le général Billot a entretenu le Conseil de la discussion sur le haut commandement.

M. André Leboucq a annoncé au Conseil que la mission Voulet, descendant de Ouagadougou, et la mission Duval, remontant au Dahomey, ont fait leur jonction vers le 15 février à Tibga, sur la frontière Est du Mossi.

Le Gouverneur tout entier s'est placé sous le protecteur français. A la suite du concours prêt au Sultan par nos missions pour la répression de quelques troubles locaux, un poste a été établi à Sali.

LES OFFICIERES ET LES SOCIETES DE TIR

Paris, 25 mars.

Les autorités militaires ont fait consulter au ministre de la guerre qu'un certain nombre d'officiers territoriaux avaient démissionné comme membres des comités d'administration de sociétés de tir à la suite d'une disposition ministérielle trop rigoureuse, rendant ces sociétés responsables des accidents qu'entraîneraient toute dérogation aux instructions réglementaires sur l'exécution des tirs.

Le général Billot, dans la crainte de voir complètement entravé sous prétexte de l'existence de sociétés dont il s'agit et dont l'utilité est justement reconnue, vient de décider la suppression dans leurs statuts de la clause qui a tout émis les démissionnaires.

CONTRE LES BUREAUX DE PLACEMENT

Paris, 25 mars.

Dans une réunion tenue à la salle du Commerce, rue de Valenciennes, et à laquelle assistaient plus de 2.000 citoyens, l'ordre du jour suivant a été voté :

« Les travailleurs réunis sous le patronage, après avoir entendu les différents orateurs sur le projet déposé par le gouvernement sur les bureaux de placement, considérant que cette loi

ÉTRANGER

UTILISATION MEDICALE DES RAYONS X

Marseille, 25 mars.

M. Bernard Parédict a fait une chute grave dans son escalier, les médecins le regardant pour une simple luxation et croient l'avoir guéri; mais le mal empira et une tumeur se déclara. On eut recours alors à la radiographie. L'épreuve obtenue démontra qu'il y avait fracture partielle du tibia. L'épreuve photographique a été obtenue par une pose de quelques secondes seulement.

LE NOUVEAU REICHSRATH AUTRICHIEN

Vienne, 25 mars.

Les élections relatives sont terminées. Grâce à l'application partielle du suffrage universel, le nouveau Reichsrath comprendra soixante-deux membres de plus que l'ancien, soit en tout 425 membres. Les mandats se répartissent ainsi :

68 Polonais, dont 6 membres du groupe Sjoblewski, et 2 du parti populaire; 62 Tchèques, dont 49 jeunes Tchèques; 19 Italiens; 16 Slovaques; 13 Serbes-Croates; 11 Ruthènes; 6 Roumains; 49 libéraux allemands; 46 nationaux allemands, dont quatre membres du groupe Schomerner; 41 catholiques conservateurs allemands; 28 socialistes chrétiens; 25 terriciens libéraux; 21 terriciens conservateurs; 20 terriciens de centre; 16 socialistes.

UN CRIME MYSTÉRIEUX EN BELGIQUE

Gand, 25 mars.

M. John, directeur d'usines à Grammont, dans la Flandre orientale, se trouva à son domicile dans la soirée du 22, avec sa femme et son fils. Soudain, un coup de fusil fut tiré du dehors, à travers la cuisine, et M. John, qui se trouvait debout, s'affaissa. Il avait été atteint aux jambes.

On suppose que le criminel a agi par vengeance.

Une enquête est ouverte.

L'ANGLETERRE ET LE TRANSVAAL

Berlin, 25 mars.

Le *Berliner Tageblatt* est informé, de Londres, de sources autorisées, que les relations du Transvaal avec l'Angleterre ont, dans les dernières vingt-quatre heures, pris une tournure si sérieuse que le gouvernement anglais aurait décidé l'envoi de cinquante mille hommes au Cap.

Le bruit court à Berlin que le duc de Connaught, qui est en ce moment à Berlin, aurait été chargé de demander à l'empereur Guillaume d'accéder de son influence sur le président Krüger pour le rendre plus conciliant.

L'INSURRECTION AUX PHILIPPINES

Madrid, 25 mars.

Le général Primo Rivera, qui est nommé gouverneur général des Philippines, s'embarquera le 27 mars, avec des bataillons d'infanterie de marine.

Il a pris congé de la reine le 23 et quittera Madrid vendredi.

On attend incessamment la nouvelle de l'attaque d'Imus, aux Philippines. Néanmoins, il est probable que les généraux espagnols, vainqueurs seulement sur le papier, sont peu pressés d'aller au-devant de nouveaux succès.

NOUVELLE GREVE GENERALE A HAMBURG

Hambourg, 25 mars.

Les ouvriers de port de Hambourg, qui viennent de prendre le travail, menacent à nouveau de déclarer la grève générale.

LE SOCIALISME EN EUROPE

Le parti socialiste, en Europe, grandit à vue d'œil. La conscience prolétarienne s'affranchit de plus en plus, et le moment paraît proche où toute la classe ouvrière et paysanne, tous les producteurs manuels et intellectuels, tous ceux qui, en un mot, jouent un rôle social utile, réunis dans une pensée commune, marchent vers le même idéal, fonderont la grande République, en feront une institution conforme aux légitimes aspirations de l'humanité, et non pas comme la République de nos jours, un instrument de domination et d'exploitation des faibles par les forts.

Les élections qui viennent d'avoir lieu en Autriche nous prouvent toute la force de notre idéal. Là-bas, le socialisme naissant, à peine si quelques militants avaient jeté là et là quelques semences, on avait, dans plusieurs cas, engagé la lutte contre l'oppression capitaliste. Mais cette lutte n'avait pas revêtu le caractère nettement socialiste. On marchait au point de vue économique avec les antisémites, mais jamais le parti n'avait déployé complètement son drapeau.

La moisson socialiste ne s'est pas faite longtemps attendre.

Aujourd'hui, c'est avec le programme intégral du socialisme que nos amis se sont jetés dans la mêlée électorale. On connaît les résultats: Avignon les candidats socialistes ont groupé plus de 80.000 voix contre 120.000 obtenus par tous les autres partis coalisés.

Seize représentants socialistes vont entrer au Reichsrath.

Qui donc pourrait nier aujourd'hui l'importance du mouvement socialiste en Europe ?

Qui donc, aujourd'hui, aurait la prétention d'arrêter cette grande explosion de la pensée humaine affranchie vers son idéal de Solidarité et de Justice ?

Il faudrait être fou, ou bien encore ignorer toute l'évolution qui s'est produite depuis un siècle.

Qui, le socialisme est aujourd'hui capable, avec ses propres forces, de s'emparer et de diriger une grande partie des Etats Européens.

Le peuple qui travaille et qui pense a maintenant une armée disciplinée de plus de 4.000.000 d'hommes conscients de leurs droits et de leurs devoirs; quatre millions qui se lèveront et feront savoir aux dirigeants actuels que l'humanité n'a pas souffert et qu'elle veut, qu'elle exige, pour tous les humains, une part de la vie, une part du bonheur que tout le monde a créé.

Qu'on ne vienne plus nous dire que nous sommes des rêveurs, des utopistes; que nous prenons nos desirs pour des réalités. Ce sont les faits qui aujourd'hui parlent; ce sont les chiffres qui résonnent aux sceptiques et aux ignorants.

Voici, depuis les élections de 1893, quels ont été les résultats obtenus par le parti socialiste aux différents scrutins législatifs.

SUFFRAGES

| | |
|---------------|------------------|
| France | 1.401.000 |
| Allemagne | 1.876.000 |
| Italie | 90.000 |
| Danemark | 25.000 |
| Belgique | 461.000 |
| Suisse | 107.000 |
| Angleterre | 98.000 |
| Serbie | 45.000 |
| Total. | 4.107.000 |

DÉPUTÉS

| | |
|---------------|------------|
| France | 68 |
| Allemagne | 42 |
| Italie | 19 |
| Danemark | 1 |
| Suède-Norvège | 1 |
| Belgique | 19 |
| Autriche | 16 |
| Total. | 184 |

184 députés socialistes vont donc pouvoir être présentement à l'Assemblée nationale, dans les différents parlements et sous les différents principes de notre Parti.

Il y a donc, à Paris, bientôt mis en évidence, dans les discussions qui

ARTON ET LE PANAMA

La maladie d'Arton — Au Palais. — Déclaration de M. de Lesseps. — Une interpellation.

La nouvelle de la maladie d'Arton a provoqué une certaine émotion. Il paraît qu'il est assez gravement malade. Il aurait eu, au cours des interrogatoires de ces derniers jours, plusieurs crises, qui ont été provoquées par une hémorragie cérébrale, et ce sera même trouvé mal dans le cabinet de M. Le Poittevin.

M. Le Poittevin aurait chargé M. Cocheret de veiller tout particulièrement sur l'état de santé de l'incriminé. Si Arton se trouvait de nouveau souffrant, il faudrait le transporter à l'Hôtel-Dieu, dans la salle Saint-Côme, où il serait gardé par deux agents de la Sûreté et soigné par un docteur de son choix, en dehors du médecin spécialiste.

Le bruit court avec persistance au Palais-de-Justice que si les Interrogatoires d'Arton donnent lieu à des demandes d'autorisation de poursuites, ces demandes ne pourront pas être déposées avant lundi sur le bureau de la Chambre.

M. Le Poittevin a déposé un mandat d'arrêt contre M. Saint-Martin, ex-député de Valenciennes, qui est compromis dans l'affaire Arton, ainsi que nous l'avons annoncé hier.

Une dépêche d'Avignon annonce que M. Saint-Martin a été arrêté ce matin.

C'est après avoir entendu M. Glavis Illegues dans l'après-midi d'hier, que M. Le Poittevin a fait appeler M. Cocheret, chef de la Sûreté et lui a chargé d'une mission immédiate. Ce n'est point, comme on a dit pour le bruit de veiller au transfert d'Arton à l'Hôtel-Dieu, mais bien pour appréhender M. Saint-Martin.

M. Cocheret, depuis, a été les reporters, a sauté dans le train de Marseille et ce matin à six heures du matin, il opérera à Paris.

M. Victor Simond, directeur du Radical a été entendu dans l'après-midi comme témoin. Arton avait été conduit au cabinet du juge d'instruction Il n'y avait pas d'autres convocations de témoins.

Le *Matin* publie la déclaration suivante que lui aurait faite M. Ferdinand de Lesseps :

— Nous échangeons de fréquentes correspondances avec M. Charles de Lesseps, et j'ai vu, pendant ces dernières semaines, les lettres que nous recevons de lui sont toutes déclassées. On use même de la plus cynique désinvolture; les enveloppes sont tachées déchirées, soutenues que parfois par les feuillets. Les lettres que nous lui adressons sont traitées de même. On ne se soucie pas des conditions, il est assez difficile à M.

NOUVELLES PARLEMENTAIRES

Budget de 1897

Paris, 25 mars.

On croit qu'un quatrième douzième provisoire ne sera pas nécessaire et que le budget de 1897 sera voté avant le fin de mois de mars, la Chambre se réunissant demain vendredi et le Sénat se tenant en permanence.

La protection de l'enfance

A la suite d'une conférence avec le Parlement, d'une part, et le ministre de la Justice, de l'autre, M. de Folleville, rapporteur de la commission de la protection de l'enfance, a obtenu de la commission l'introduction dans le projet de loi qui sera l'objet d'un article complémentaire ainsi conçu :

« La loi du 7 décembre 1874 qui punit d'un emprisonnement de six mois à deux ans le père, le mère, les tuteurs ou patrons qui auront livré, soit gratuitement, soit à prix d'argent, leurs enfants, pupilles ou apprentis de moins de seize ans à des vagabonds, des gens sans aveu, faibles ou mendiants, s'appliquera aux intermédiaires et aux agences qui ont le métier d'embaucher des enfants »

« Les peines prévues par cette loi du 7 décembre 1874 sont étendues dans les mêmes conditions aux personnes auxquelles les enfants seraient été livrés, soit en droit, soit en fait, et qui les livreraient à la mendicité »

M. de Folleville déposera son rapport samedi sur le bureau de la Chambre.

Une proposition humanitaire

L'épouvantable catastrophe du paquebot transatlantique le *Vie de Saint-Nazaire* a suggéré à un député, M. Demalvilain, l'idée de déposer une proposition de loi qui doit rencontrer l'unanimité de la Chambre.

On sait que passagers et équipage, soit un total de cent-vingt personnes, ont été pris place dans l'océan.

Quatre seulement ont pu être sauvées. Bref, 78 personnes sur 80 sont mortes de faim, vides, les épaules devenues horribles tortures, quelles angoisses, renouées du radeau de la Méduse ?

Voici le texte de la proposition de M. Demalvilain :

Art. 1^{er}. — Tout vapeur armé au long cours, ayant plus de 25 hommes d'équipage et transportant des passagers, devra, avant de quitter le port, munir ses embarcations de sauvetage de vivres nécessaires, en biscuit et biscuits, à assurer la nourriture, pendant au moins dix jours, des personnes que ces embarcations peuvent contenir.

Art. 2^o. — Ces vivres devront être placés à l'abri du feu, dans une petite soute étanche, et renfermés dans des boîtes ou récipients métalliques.

Art. 3^o. — Ils devront être renouvelés à chaque voyage, à bord des steamers faisant des traversées de moins de quinze jours, et tous les quinze jours par les autres, et après avoir été soigneusement inspectés et certifiés par les capitaines.

Art. 4^o. — Les officiers visiteurs devront s'assurer, au moment de l'expédition des steamers, que les dites précautions ont été prises.

Cette proposition humanitaire sera certainement votée d'urgence par toute la Chambre.